

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE LAVAL

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

Remplaçant, à la suite de l'élection générale de 2013, le
règlement L-11851 concernant le Code d'éthique et de
déontologie des élus de la Ville de Laval

SÉANCE ordinaire du Conseil de la Ville de Laval, tenue le lundi 3 février 2014 à 19:03 heures, au lieu ordinaire des séances dudit Conseil, conformément aux dispositions de la loi et à laquelle séance étaient présents Monsieur Marc Demers, maire et président du Comité exécutif et les conseillers:

Raynald Adams, membre du Comité exécutif	Daniel Hébert
Virginie Dufour, membre du Comité exécutif	Jocelyne Frédéric-Gauthier
David De Cotis, vice-président du Comité exécutif	Alain Lecompte
Sandra Desmeules, membre du Comité exécutif	Jean Coupal
Stéphane Boyer	Vasilios Karidogiannis
Michel Poissant	Aglaia Revelakis
Gilbert Dumas	Ray Khalil
Jacques St-Jean	Aline Dib
Michel Trottier	Nicholas Borne

formant quorum des membres du Conseil, sous la présidence de Mme Christiane Yoakim, présidente du Conseil;

ATTENDU que la Ville a adopté le règlement L-11851 concernant le Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Laval;

ATTENDU qu'une élection générale municipale a eu lieu le 3 novembre 2013;

ATTENDU que, conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1), toute municipalité doit, avant le 1^{er} mars qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification;

ATTENDU que la Ville a procédé à la révision du Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Laval;

ATTENDU qu'avis de motion a été régulièrement donné en vue de l'adoption du présent règlement;

SUR rapport du Comité exécutif, il est,

PROPOSÉ PAR: Marc Demers

APPUYÉ PAR: Gilbert Dumas

ET RÉSOLU:

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ par règlement du Conseil de la Ville de Laval et il est, par le présent règlement, statué et ordonné ce qui suit:

ARTICLE 1- TITRE

Le titre de ce code est: Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Laval.

ARTICLE 2- DÉFINITIONS

À moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«avantage»: cadeau, don, faveur, prêt, compensation, avance, bénéfice, service, commission, récompense, rémunération, somme d'argent, service, rétribution, profit, indemnité, escompte, voyage, marque d'hospitalité ou toute autre chose utile ou profitable de même nature ou toute promesse d'un tel avantage;

«conjoint»: la personne qui est liée par un mariage ou une union civile à une personne et cohabite avec elle ou qui vit maritalement avec la personne et qui est publiquement représentée comme son conjoint depuis au moins trois (3) ans, ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an:

1° un enfant est né ou à naître de leur union;

2° elles ont conjointement adopté un enfant;

3° l'une d'elles a adopté un enfant de l'autre;

«intérêt»: intérêt pécuniaire et/ou personnel;

«intérêt pécuniaire»: intérêt économique, direct ou indirect, distinct de celui du public ou de celui des membres, ou qui peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée;

«intérêt personnel»: intérêt autre que pécuniaire, direct ou indirect, distinct de celui du public ou de celui des membres, ou qui peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée;

«intérêt des proches»: intérêt de toute personne entretenant une relation privilégiée avec la personne concernée, notamment son conjoint, ses enfants, ses ascendants ou ses frères et sœurs;

«membre»: tout membre du conseil municipal de la Ville;

«organisme municipal»: le conseil, tout comité ou toute commission:

1° d'un organisme que la loi déclare mandataire ou agent d'une municipalité;

2° d'un organisme dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil d'une municipalité, dont le budget est adopté par celle-ci ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci;

3° d'un organisme public dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil de plusieurs municipalités;

4° de tout autre organisme déterminé par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

«situation de conflit d'intérêts»: présence chez un membre d'un intérêt qui, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, est susceptible de l'influencer dans l'exercice de ses fonctions en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions. La situation de conflit d'intérêts peut être réelle, apparente ou potentielle;

«Ville»: la Ville de Laval.

ARTICLE 3-

APPLICATION DU CODE

Ce code s'applique à tout membre. Il constitue un ensemble de règles et de mesures auxquelles chaque membre est strictement tenu de se conformer et qui s'ajoutent à toutes dispositions législatives ou réglementaires auxquelles il est en outre assujéti, notamment, en application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2), de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), du *Code civil du Québec* (L.Q., 1991, chapitre 64), du *Code de procédure civile* (RLRQ, chapitre C-25) ou du *Code criminel* (L.R.C., 1985, chapitre C-46). Le membre n'est pas dispensé de prendre toutes les dispositions nécessaires, non prévues à ce code, pour éviter les situations de conflits d'intérêts.

ARTICLE 4-

BUTS DU CODE

Ce code poursuit les buts suivants:

- 1) Accorder la priorité aux valeurs qui fondent les décisions d'un membre et contribuer à une meilleure compréhension des valeurs de la Ville.
- 2) Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre.
- 3) Prévenir les conflits éthiques et, s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement.
- 4) Assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.

ARTICLE 5-

VALEURS DE LA VILLE

Les valeurs suivantes servent de guide pour la prise de décision et, de façon générale, la conduite des membres en leur qualité d'élus, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans ce code ou par les différentes politiques de la Ville:

- 1) L'intégrité

Tout membre valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

2) La prudence dans la poursuite de l'intérêt public

Tout membre assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.

3) Le respect envers les autres membres, les employés de la Ville et les citoyens

Tout membre favorise le respect dans les relations humaines. Il a droit à celui-ci et agit avec respect envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions.

4) La loyauté envers la Ville

Tout membre recherche l'intérêt de la Ville.

5) La recherche de l'équité

Tout membre traite chaque personne avec équité et, dans la mesure du possible, en interprétant les lois et règlements en accord avec leur esprit.

6) L'honneur rattaché aux fonctions de membre

Tout membre sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq (5) valeurs précédentes: l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

ARTICLE 6- RÈGLES DE CONDUITE

6.1 Application

Les règles énoncées à cet article doivent guider la conduite d'un élu à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission:

- 1) de la Ville ou,
- 2) d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la Ville.

6.2 Objectifs

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir:

- 1) toute situation où l'intérêt d'un membre ou celui de ses proches peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
- 2) toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2);
- 3) le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

6.3 Conflits d'intérêts

6.3.1 Il est interdit à tout membre de se placer dans une situation de conflit d'intérêts entre, d'une part, son intérêt ou celui de ses proches et, d'autre part, les devoirs de sa fonction.

6.3.2 Il est interdit à tout membre d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, son intérêt ou celui de ses proches ou, d'une manière abusive, celui de toute autre personne.

6.3.3 Il est interdit à tout membre de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser son intérêt ou celui de ses proches ou, d'une manière abusive, celui de toute autre personne.

Le membre est réputé ne pas contrevenir à cet article lorsqu'il bénéficie des exceptions prévues au quatrième alinéa du sous-paragraphe 6.3.10.

6.3.4 Il est interdit à tout membre de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.

6.3.5 Il est interdit à tout membre d'accepter tout avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

6.3.6 Il est interdit à tout membre d'accepter un avantage de source anonyme.

Tout membre qui a reçu un avantage de source anonyme doit, s'il ne peut en retracer l'origine, en faire remise à la Ville.

6.3.7 Tout avantage reçu par un membre et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par le sous-paragraphe 6.3.5 doit, lorsque sa valeur excède deux cent dollars (200 \$), faire l'objet, dans les trente (30) jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier de la Ville. Cette déclaration doit contenir une description adéquate de l'avantage reçu, et préciser le nom de celle ou de celui qui le lui a procuré ainsi que la date et les circonstances de sa réception. Le greffier tient un registre public de ces déclarations.

6.3.8 Le sous-paragraphe 6.3.7 ne s'applique pas si le membre fait remise de l'avantage reçu à la Ville.

6.3.9 Un membre ne doit pas avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la Ville ou un organisme visé au paragraphe 6.1.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

Un membre est réputé ne pas avoir un tel intérêt dans les cas suivants:

- 1) le membre a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible;
- 2) l'intérêt du membre consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il possède moins de 10 % des actions émises donnant le droit de vote;
- 3) l'intérêt du membre consiste dans le fait qu'il est membre du conseil, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal;
- 4) le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auquel le membre a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la Ville ou de l'organisme municipal;
- 5) le contrat a pour objet la nomination du membre à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire;
- 6) le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la Ville ou l'organisme municipal;
- 7) le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble;
- 8) le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la Ville ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles;
- 9) le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre est obligé de faire en faveur de la Ville ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire;
- 10) le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la Ville ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre n'occupe son poste au sein de la Ville ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu;

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

- 11) dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la Ville ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

6.3.10 Le membre qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt, avant le début des délibérations sur cette question. Il doit aussi s'abstenir de participer à ces délibérations, de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

Lorsque la séance n'est pas publique, le membre doit, en plus de ce qui précède, divulguer la nature générale de son intérêt, puis quitter la séance, pour tout le temps que dureront les délibérations et le vote sur cette question.

Lorsque la question à propos de laquelle un membre a un intérêt pécuniaire est prise en considération lors d'une séance à laquelle il est absent, il doit, après avoir pris connaissance de ces délibérations, divulguer la nature générale de son intérêt, dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

Cette disposition ne s'applique pas dans les cas suivants:

- 1) lorsque l'intérêt du membre consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attachées à ses fonctions au sein de la Ville ou de l'organisme municipal;
- 2) lorsque l'intérêt est tellement minime que le membre ne peut raisonnablement être influencé par lui.

6.3.11 Un membre placé à son insu ou contre sa volonté dans une situation de conflit d'intérêts n'enfreint pas ce code. Il doit toutefois mettre fin à cette situation le plus tôt possible, au plus tard dans les trois (3) mois qui suivent la date où il en a eu connaissance.

6.3.12 Un membre qui, lors de son élection, se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, doit mettre fin à cette situation le plus tôt possible, au plus tard trois (3) mois après la proclamation de son élection.

6.3.13 Un membre qui, conséquemment à l'application d'une loi, à un mariage, à une union de fait ou à l'acceptation d'une donation ou d'une succession, se trouve placé dans une situation de conflit d'intérêts au cours de son mandat doit mettre fin à cette situation le plus tôt possible, au plus tard dans les trois (3) mois de la survenance de l'événement qui a engendré cette situation.

6.3.14 Un membre doit, dans l'exercice de ses fonctions, éviter de se laisser influencer par des perspectives ou des offres d'emplois émanant de l'extérieur.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

Le cas échéant, le membre doit informer le maire ou le vice-président du comité exécutif d'une telle offre qu'il prend en considération.

6.4 Déclaration d'intérêts pécuniaires

Tout membre doit, dans les soixante (60) jours qui suivent la proclamation de son élection, et annuellement par la suite, déposer devant le conseil une déclaration écrite mentionnant l'existence des intérêts pécuniaires qu'il a dans des immeubles, des personnes morales, des sociétés et des entreprises susceptibles d'avoir des contrats avec la Ville ou avec tout organisme municipal dont le membre fait partie, le tout conformément à l'article 357 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2). La déclaration mentionne notamment les emplois et les postes d'administrateur qu'occupe le membre ainsi que l'existence des emprunts qu'il a contractés auprès d'autres personnes ou organismes que des établissements financiers et dont le solde, en principal et en intérêts, excède 2 000 \$.

6.5 Utilisation des ressources de la Ville

Tout membre doit utiliser les ressources de la Ville dans le respect de ses obligations de loyauté, discrétion et civilité et dans le respect des lois, politiques et directives de la Ville.

6.6 Inconduite

Il est interdit à un membre de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la Ville.

6.7 Utilisation ou communication de renseignements confidentiels

Il est interdit à tout membre d'utiliser, de communiquer, ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement à la disposition du public, pour favoriser son intérêt, celui de ses proches ou celui de toute autre personne.

Au sens de cet article, un renseignement n'est pas à la disposition du public s'il ne peut être obtenu conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

6.8 Après-mandat

Dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, il est interdit à un membre d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil de la Ville.

ARTICLE 7-

MÉCANISMES DE CONTRÔLE

Tout manquement à une règle prévue à ce code par un membre peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes:

RÈGLEMENT NUMÉRO L-12172

- 1) La réprimande;
- 2) La remise à la Ville, dans les trente (30) jours de la décision de la Commission municipale du Québec:
 - 2.1) de l'avantage reçu ou de la valeur de celui-ci;
 - 2.2) de tout profit retiré en contravention d'une règle de ce code;
- 3) Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle de ce code, en tant que membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Ville ou d'un organisme visé au paragraphe 6.1;
- 4) La suspension du membre du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder quatre-vingt-dix (90) jours. Cette suspension ne peut avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Ville ou, en sa qualité de membre d'un conseil de la Ville, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation, ou toute autre somme de la Ville ou d'un tel organisme.

ARTICLE 8-

ENQUÊTES

Les mécanismes d'application et de contrôle de ce code sont prévus à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1). Aux fins de ceux-ci, est réputé être un membre du conseil celui qui a cessé d'exercer ses fonctions. Tout membre qui a des motifs raisonnables de croire qu'un autre membre a commis un manquement à une règle prévue à ce code doit, dès la connaissance de ce manquement, en saisir le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec.

ARTICLE 9-

ABROGATION

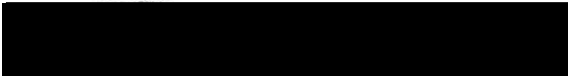
Ce règlement abroge et remplace le règlement L-11851 concernant le Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Laval.


ARTICLE 10-


ENTRÉE EN VIGUEUR

Ce règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ


Marc Demers, maire et président du Comité exécutif


Christiane Yoakim, présidente du Conseil


Me Chantal Sainte-Marie, greffière adjointe

AVIS DE PUBLICATION

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que le Conseil municipal a adopté les règlements suivants:

L-12133 modifiant le règlement L-11842 pour remplacer l'annexe «A» et introduire l'annexe «B-4»

Approbations requises:

Adoption par le Conseil municipal: 3 février 2014

□□□□□□□□

L-12135 décrétant l'achat de matériel de transport et d'équipements pour le Service de police de Laval et décrétant un emprunt de 1 251 300 \$ à cette fin

Approbations requises:

Adoption par le Conseil municipal:	2 décembre 2013
Certificat de l'enregistrement des personnes habiles à voter:	6 janvier 2014
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec:	29 janvier 2014

□□□□□□□□

L-12172 remplaçant, à la suite de l'élection générale de 2013, le règlement L-11851 concernant le Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Laval


Approbations requises:

Adoption par le Conseil municipal: 3 février 2014

□□□□□□□□

AVIS est de plus donné que lesdits règlements sont déposés au bureau du Greffier, 1 Place du Souvenir, Ville de Laval, à la disposition et pour l'information de tous les citoyens.

DONNÉ À LAVAL
CE 8 février 2014


Me Chantal Sainte-Marie, greffière adjointe

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je soussignée, Me Chantal Sainte-Marie, greffière adjointe, certifie que l'avis dont le texte précède a été affiché le 10 février 2014 à l'hôtel de ville de Laval, 1, Place du Souvenir, Chomedey, Ville de Laval, et publié dans l'édition du samedi 8 février 2014 du journal Courrier Laval circulant dans la Ville de Laval.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat ce 11 février 2014.

A black rectangular box used to redact the signature of the official.

Me Chantal Sainte-Marie, greffière adjointe